



OFAJ - INFO - DFJW

Edition spéciale - Sonderausgabe

EDITORIAL

L'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse était au cœur des délibérations du 5^{ème} Conseil des Ministres franco-allemand qui s'est tenu à Paris. L'heure était en effet importante pour notre institution : le Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative Jean-François Lamour a signé en compagnie de son homologue allemande Renate Schmidt, des deux Ministres des Affaires Etrangères et du Plénipotentiaire en charge des Affaires Culturelles franco-allemandes, le Ministre-Président Peter Müller, le nouvel accord qui réformera l'OFAJ.

Vous vous souvenez qu'en 2003, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée et de l'OFAJ, des parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Bundestag avaient décidé de soumettre à une évaluation le « plus bel enfant du Traité de l'Elysée » comme il est convenu d'appeler l'OFAJ. Un groupe d'experts franco-allemands ont été chargés parallèlement par les deux gouvernements, de procéder à une évaluation de l'OFAJ.

Ils ont unanimement rendu hommage au travail important, efficace et précieux effectué au cours des quarante dernières années tout en demandant des transformations pour ce qui concerne les objectifs, les fonctionnements et la structure de l'OFAJ afin que l'Office soit à même de relever les défis du futur.

Un groupe de travail franco-allemand a rédigé le texte du nouvel accord en s'appuyant sur les deux rapports et en prenant l'avis d'experts : c'est ainsi qu'ils ont entendu les représentants du personnel de l'Office, que le Conseil d'administration a débattu des propositions du groupe de travail, que les Secrétaires Généraux ont été associés avec un rôle consultatif aux travaux.

La réforme concerne au-delà du nouvel Accord, le statut du personnel, le statut financier ainsi que la structure et le mode de fonctionnement de l'OFAJ. L'ensemble des textes doit entrer en vigueur le 1er juillet.

Le but de cette réforme est d'adapter l'OFAJ à un environnement qui a beaucoup changé depuis les années soixante. Il a par exemple été décidé d'énoncer les objectifs de l'Office (et non plus comme

Das Deutsch-Französisches Jugendwerk (DFJW) stand im Mittelpunkt des 5. Deutsch-Französischen Ministerrates, der in Paris stattfand. Zu Recht: Bundesministerin Renate Schmidt unterzeichnete gemeinsam mit ihrem französischen Amtskollegen Jean-François Lamour, den beiden Außenministern Joschka Fischer und Michel Barnier und dem Bevollmächtigten für kulturelle Angelegenheiten im Rahmen des Vertrages über die deutsch-französische Zusammenarbeit, Ministerpräsident Peter Müller, das Abkommen zur Reform des DFJW.

Zur Erinnerung: Anlässlich des 40jährigen Bestehens des Elyséevertrags und des Jugendwerks im Jahr 2003 hatten Abgeordnete von Bundestag und Assemblée Nationale beschlossen, das „schönste Kind des Elyséevertrags“, wie das DFJW oft genannt wird, einer Evaluation zu unterziehen. Parallel dazu hatte eine deutsch-französische Expertengruppe im Auftrag der beiden Jugendminister das DFJW evaluiert. Beide hatten in ihren

Abschlussberichten die erfolgreiche, wichtige und gute Arbeit des DFJW in den vierzig vergangenen Jahren gewürdigt. Gleichzeitig hatten sie Veränderungen in Zielen, Arbeitsweise und Struktur des Jugendwerks gefordert, damit sich das DFJW den Herausforderungen der Zukunft erfolgreich stellen kann.

Basierend auf den Ergebnissen dieser beiden Berichte erarbeitete eine deutsch-französische Regierungsarbeitsgruppe unter Einbeziehung von Experten - so wurde die Personalvertretung unseres Hauses angehört, das Kuratorium beschäftigte sich bei seiner letzten Sitzung mit den Vorschlägen der Regierungsarbeits-

gruppe, die Generalsekretäre waren beratend an ihren Arbeiten beteiligt - anschließend den neuen Abkommenstext.

Die Reform schließt neben der vertraglichen Grundlage auch das Personalstatut, die Finanzordnung sowie die Struktur und Arbeitsweise des DFJW mit ein. Alle Texte sollen am 1. Juli in Kraft treten.

Ziel der Reform ist es, das DFJW an die nach vierzig Jahren



Jacques Chirac, Président de la République française et
Gerhard Schröder, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne
Bundeskanzler Gerhard Schröder und Staatspräsident Jacques Chirac

REGIERUNGSARBEITSGRUPPE
RECHTSPROFESSORIN JULIA FAUSTENBERGER

jusqu'à maintenant les domaines concernés par les activités de l'OFAJ) : apprentissage interculturel, qualification professionnelle, renforcement de l'engagement citoyen ou encore motivation à l'apprentissage de la langue du partenaire.

Cette priorité donnée aux objectifs est gage d'une plus grande souplesse permettant de réagir de manière adaptée à toute évolution.

Il va de soi que demeurent indispensables les échanges avec les partenaires sans lesquels l'OFAJ ne peut effectuer de manière efficace son travail.

Nous poursuivons donc l'indispensable dialogue sur les contenus. Le nouvel

Accord rend aussi hommage au travail de l'OFAJ et souligne la confiance qui est faite à notre institution qui devient « un centre de compétences pour les deux gouvernements, un conseiller et un intermédiaire entre les collectivités locales et territoriales ainsi qu'entre les acteurs de la société civile ».

En outre, l'ancien Conseil d'Administration a été scindé en un organe décisionnel dont le nombre de membres a été fortement réduit (le « Conseil d'administration ») et un organe de consultation (« le Conseil d'Orientation »).

Le reproche de l'existence potentielle de conflits d'intérêts, longtemps adressé au Conseil d'Administration est ainsi, une fois pour toute, écarté : il n'y aura plus comme par le passé des associations et des fédérations présentes au sein du Conseil d'Administration et décidant donc du budget de l'OFAJ tout en étant bénéficiaires de subventions de la part de l'Office.

Un élément novateur de la réforme est la présence de deux Secrétaires Généraux, un français et un allemand, ayant les mêmes prérogatives : ils portent un projet franco-allemand commun et sont communément responsables. Il s'agit là d'un symbole politique fort soulignant les réussites de la coopération franco-allemande.

La réforme de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse doit contribuer avec l'ensemble des éléments qui la compose à refaire de l'Office l'avant-garde de l'échange international de jeunes comme il l'était au début de son existence de sorte qu'il accroisse encore à l'avenir son rôle, conformément aux souhaits exprimés par le Chancelier Schröder il y a quelques mois.



REGIERUNG/Contine/Julia Fasshender

Paris, Palais de l'Élysée
Après la signature de l'Accord du 26 avril 2005
Nach der Unterzeichnung des Abkommens am 26. April 2005

De gauche à droite
Joschka Fischer, Ministre fédéral des Affaires Étrangères
Renate Schmidt, Ministre fédérale de la Famille, des Personnes âgées,
des Femmes et de la Jeunesse
Gerhard Schröder, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne
Jean-François Lamour, Ministre de la Jeunesse, des Sports
et de la Vie associative
Jacques Chirac, Président de la République française

Joschka Fischer, Bundesminister des Auswärtigen
Renate Schmidt, Bundesministerin für Familie, Senioren,
Frauen und Jugend
Bundeskanzler Gerhard Schröder
Jean-François Lamour, Minister für Jugend, Sport und Vereinswesen
Staatspräsident Jacques Chirac

die erfolgreiche Arbeit des Hauses und unterstreicht gleichzeitig das in das DFJW gesetzte Vertrauen, aus dem „ein Kompetenzzentrum für die Regierungen beider Länder wird; es fungiert als Mittler und Berater zwischen den verschiedenen staatlichen Ebenen sowie der Zivilgesellschaft in Deutschland und Frankreich“. Außerdem wurde das bisherige Kuratorium in ein - erheblich verkleinertes - Entscheidungsgremium (den Verwaltungsrat) und ein Beratungsgremium (den Beirat) aufgeteilt. Der seit langem bemängelte potentielle Interessenskonflikt, der daraus entsteht, dass im Kuratorium Vereine und Verbände über den Haushalt des DFJW entscheiden und gleichzeitig Zuwendungsempfänger unserer Institution sind, wird damit ein für allemal aus der Welt geschafft.

Als weiteres innovatives Element der Reform wird es zukünftig zwei gleichberechtigte Generalsekretäre - einen Deutschen und einen Franzosen - geben, die ein gemeinsames deutsch-französisches Projekt vertreten und gemeinsam die Verantwortung dafür tragen. Das ist ein starkes politisches Symbol, unterstreicht es doch die erfolgreiche Zusammenarbeit eines deutsch-französischen Tandems.

Die Reform des Deutsch-Französischen Jugendwerks mit all ihren Bausteinen soll dazu beitragen, dass das DFJW wieder zur Avantgarde des internationalen Jugendaustauschs wird - so wie in seinen Anfangsjahren - und damit in der Zukunft eine noch wichtigere Rolle spielen wird, so wie es Bundeskanzler Gerhard Schröder im vergangenen Herbst formuliert hat.

Eva Sabine Kuntz
Secrétaire Générale Adjointe
Stellv. Generalsekretärin

Max Claudet
Generalsekretär
Secrétaire Général

P.S. : Nous savons qu'il existe de nombreuses questions à propos de ce nouvel Accord. C'est pourquoi vous trouverez dans ce numéro spécial de notre lettre d'information le texte français et allemand de l'Accord ainsi que de nombreuses questions/réponses qui permettront de lever toutes vos interrogations. Si tel ne devait pas être le cas, nous nous proposons d'y apporter une réponse lors de notre prochain chat sur internet (www.ofaj.org). La date de cette rencontre électronique sera communiquée sur notre site.

P.S.: Wir wissen, dass es viele Fragen und Informationsbedarf zum neuen Abkommen gibt. Sie finden deshalb im Innern dieser Sonderausgabe unseres Infobriefes den deutschen und französischen Abkommenstext und eine ganze Reihe von Antworten, die hoffentlich keine Frage offenlassen. Wenn doch, würden wir uns freuen, sie beim nächsten Chat auf unserer Homepage (www.dfjw.org) beantworten zu können. Das genaue Datum werden Sie ebendieser Homepage entnehmen können.

Abkommen

über

das Deutsch-Französische Jugendwerk

Neufassung des Abkommens vom 25. November 1983

zwischen der Regierung des Bundesrepublik Deutschland

und

der Regierung der Französischen Republik

über die Errichtung des Deutsch-Französischen Jugendwerks

**Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
die Regierung der Französischen Republik -**

in Anwendung des Vertrags vom 22. Januar 1963 über die deutsch-französische Zusammenarbeit und des Artikels 17 des Abkommens vom 25. November 1983 über das deutsch-französische Jugendwerk -

sind wie folgt übereingekommen:

- I -

NAME UND ZWECKBESTIMMUNG

Artikel 1

Es wird ein „Deutsch-Französisches Jugendwerk“ geschaffen. Das Jugendwerk hat die Aufgabe, die Beziehungen zwischen der deutschen und der französischen Jugend innerhalb eines erweiterten Europas zu fördern.

Artikel 2

(1) - Das Deutsch-Französische Jugendwerk hat die Aufgabe, die Beziehungen zwischen Kindern, Jugendlichen, jungen Erwachsenen und für die Jugendarbeit Verantwortlichen in beiden Ländern zu vertiefen. Zu diesem Zweck trägt es zur Vermittlung der Kultur des Partners bei, fördert das interkulturelle Lernen, unterstützt die berufliche Qualifizierung, stärkt gemeinsame Projekte für bürgerschaftliches Engagement, sensibilisiert für die besondere Verantwortung Deutschlands und Frankreichs in Europa und motiviert junge Menschen, die Partnersprache zu erlernen. Das Deutsch-Französische Jugendwerk ist ein Kompetenzzentrum für die Regierungen beider Länder. Es fungiert als Berater und Mittler zwischen den verschiedenen staatlichen Ebenen sowie den Akteuren der Zivilgesellschaft in Deutschland und Frankreich.

(2) - Im Hinblick auf dieses Ziel fördert und unterstützt das Jugendwerk Begegnungen und Austauschmaßnahmen im schulischen und außerschulischen Bereich und führt sie gegebenenfalls selbst durch. Das Jugendwerk kann auch Austauschprogramme mit Drittländern unterstützen.

Accord

sur

l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse

remplaçant l'accord du 25 novembre 1983

entre le Gouvernement de la République française

et

le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

portant création de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse

**Le Gouvernement de la République française
et
le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne,**

en application du Traité du 22 Janvier 1963 relatif à la coopération franco-allemande et de l'article 17 de l'Accord du 25 novembre 1983 sur l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse,

sont convenus de ce qui suit :

- I -

DENOMINATION ET OBJET

Article 1

Il est créé un « Office Franco-Allemand pour la Jeunesse ». Cet office a pour mission de développer les relations entre les jeunes français et allemands au sein d'une Europe élargie.

Article 2

(1) - L'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse a pour mission d'approfondir les liens qui unissent les enfants, les jeunes, les jeunes adultes et les responsables de jeunesse des deux pays. A cet effet, il contribue à la découverte de la culture du partenaire, encourage les apprentissages interculturels, favorise les mesures de qualification professionnelle, renforce les projets communs d'engagement citoyen, sensibilise à la responsabilité particulière de la France et de l'Allemagne en Europe et incite les jeunes gens à apprendre la langue du pays partenaire. L'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse est un centre de compétence pour les Gouvernements des deux pays. Il joue un rôle de conseiller et d'intermédiaire entre les collectivités locales et territoriales ainsi qu'entre les acteurs de la société civile en France et en Allemagne.

(2) - A cette fin, l'Office encourage et soutient des rencontres et des échanges dans les secteurs scolaires et extra-scolaires, et, le cas échéant, les réalise lui-même. Il peut également soutenir des programmes d'échanges avec les pays tiers.

(3) - Es leistet mit seinen Partnerorganisationen einen Beitrag zur Politik der beiden Regierungen im Jugendbereich auf bilateraler, europäischer und internationaler Ebene.

Artikel 3

(1) - Das Jugendwerk besitzt die Rechtspersönlichkeit einer internationalen Organisation. Es ist in Geschäftsführung und Verwaltung autonom. Es verfolgt keinen Erwerbszweck.

(2) - Hierzu finden in der Bundesrepublik Deutschland und in der Französischen Republik die in den §§ 3, 4, 7, 9 und 31 Buchstabe a des am 21. November 1947 von der Generalversammlung der Vereinten Nationen angenommenen Abkommens über die Vorrechte und Befreiungen der Sonderorganisationen niedergelegten Vorschriften auf das Deutsch-Französische Jugendwerk Anwendung.

(3) - Das Jugendwerk hat seinen Sitz in der Bundesrepublik Deutschland oder in der Französischen Republik. Er wird durch einen Notenwechsel zwischen den Regierungen festgelegt.

(4) - Die Struktur des Jugendwerks und die Arbeitsweise des Generalsekretariats müssen eine gleich gewichtete Erfüllung der Aufgaben in beiden Ländern sicherstellen.

- II -

MITTEL FÜR DIE TÄTIGKEIT DES JUGENDWERKS

Artikel 4

(1) - Das Jugendwerk verfügt über den im Vertrag vom 22. Januar 1963 zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik über die deutsch-französische Zusammenarbeit vorgesehenen gemeinsamen deutsch-französischen Fonds.

(2) - Die für die Tätigkeit des Jugendwerks bestimmten Mittel werden jährlich zu gleichen Teilen von beiden Regierungen zur Verfügung gestellt.

(3) - Das Jugendwerk kann alle sonstigen Einnahmen tätigen und insbesondere Zahlungen vereinnahmen, die von Personen oder Einrichtungen geleistet werden, denen seine Tätigkeit zugute kommt.

(4) Von den Regierungen wird ein Finanzstatut erlassen, das die Einnahmen und Ausgaben des Jugendwerks regelt.

Artikel 5

(1) Das Jugendwerk bestreitet aus den ihm zur Verfügung stehenden Mitteln die Ausgaben zur Ausübung seiner Aufgaben. Die Verwendung dieser Mittel erfolgt im Rahmen operativer Programme entsprechend den Zielvorstellungen und Richtlinien, die der Verwaltungsrat festlegt.

(2) Das Jugendwerk gewährt Zuwendungen an öffentliche Einrichtungen und an private Zusammenschlüsse.

(3) Das Jugendwerk kann selbst auf dem Gebiet der Zusammenarbeit und des Austausches Programme durchführen.

(3) - Avec ses organisations partenaires, il contribue aux politiques menées par les deux Gouvernements dans le domaine de la jeunesse, au niveau bilatéral, européen et international.

Article 3

(1) - L'Office a la personnalité juridique d'une organisation internationale. Il jouit de l'autonomie de gestion et d'administration. Il n'a pas de but lucratif.

(2) - A ces fins, les prescriptions figurant aux sections 3, 4, 7, 9 et 31a de la Convention adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées s'appliqueront à l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse, tant en République française qu'en République fédérale d'Allemagne.

(3) - L'Office a son siège en Allemagne ou en France. Il est fixé par un échange de notes entre les Gouvernements.

(4) - Les structures de l'Office et les méthodes de travail du Secrétariat Général doivent assurer un accomplissement équilibré de la mission dans les deux pays.

- II -

MOYENS D'ACTION

Article 4

(1) - L'Office dispose du fonds commun franco-allemand prévu par le Traité du 22 janvier 1963 relatif à la coopération franco-allemande.

(2) - Les crédits destinés aux activités de l'Office sont versés par les deux Gouvernements chaque année, à parts égales.

(3) - L'Office est habilité à encaisser toutes autres recettes, et notamment les versements qui peuvent être effectués par les bénéficiaires des activités qu'il organise.

(4) - Un règlement financier général des recettes et dépenses de l'Office est élaboré par les deux Gouvernements.

Article 5

(1) - L'Office prélève sur les ressources dont il dispose les moyens propres à exercer ses missions. L'affectation de ces moyens se fait dans le cadre de programmes d'opérations conformes aux objectifs et aux directives définis par le Conseil d'administration.

(2) - L'Office intervient par voie de subventions accordées soit à des collectivités publiques, soit à des groupements privés.

(3) - L'Office peut conduire lui-même des activités de coopération et d'échanges.

(4) - Il peut, en outre, assurer la préparation et la mise en œuvre

(4) - Es kann außerdem die Vorbereitung und Durchführung von Programmen übernehmen, die ihm von öffentlichen oder privaten Organisationen vorgeschlagen werden, wenn sie seinem Auftrag entsprechen und von gemeinsamem Interesse sind und wenn die betreffenden Organisationen hierfür die erforderlichen Finanzmittel einbringen.

(5) Alle zur Verwirklichung dieser Ziele ergriffenen Maßnahmen werden einer kontinuierlichen Evaluierung unterzogen. Sie müssen auf Nachhaltigkeit angelegt sein.

- III -

GREMIEN DES JUGENDWERKS

A. VERWALTUNGSRAT

Artikel 6

(1) An der Spitze des Jugendwerks steht ein Verwaltungsrat. Er setzt sich aus 14 Mitgliedern zusammen:

a) den beiden für Jugendfragen zuständigen Ministern beziehungsweise Ministerinnen oder ihren Vertretungen, die auch den Vorsitz führen,

b) und 12 Mitgliedern, die paritätisch von jeder Regierung ernannt werden:

- 6 Vertretungen der öffentlichen Verwaltungen: jeweils 1 Vertretung der beiden für Jugendfragen zuständigen Ministerien, jeweils 1 Vertretung der beiden Außenministerien, jeweils 1 Vertretung der beiden Finanzministerien;

- 2 Vertretungen der Gebietskörperschaften;

- 2 Vertretungen des Deutschen Bundestags und der Assemblée Nationale

- 2 Jugendliche, die zum Zeitpunkt ihrer Ernennung über 18 und unter 27 Jahre alt sind.

(2) Die in Absatz 1 Buchstabe b aufgeführten Mitglieder werden jeweils von einem unter denselben Bedingungen ernannten stellvertretenden Mitglied unterstützt, das bei Verhinderung des Mitglieds an den Sitzungen des Verwaltungsrats teilnimmt.

(3) Die Amtszeit der Mitglieder und der stellvertretenden Mitglieder beträgt drei Jahre. Scheidet ein Mitglied aus der Funktion, kraft deren es in den Verwaltungsrat berufen wurde, aus, so kann aus dem gleichen oder einem entsprechenden Bereich bis zum Ende der Amtszeit ein Ersatzmitglied ernannt werden. Die Mitglieder des Verwaltungsrats üben ihre Tätigkeit ehrenamtlich aus. Nur die durch die Aufträge des Verwaltungsrats entstandenen Reise- und Unterkunftskosten können erstattet werden.

Artikel 7

(1) - Der Verwaltungsrat tagt abwechselnd in Deutschland und Frankreich.

(2) - Der Verwaltungsrat tritt einmal jährlich sowie immer dann zusammen, wenn seine beiden Vorsitzenden es einvernehmlich für erforderlich halten. Ort und Zeit der Sitzungen bestimmen die Vorsitzenden einvernehmlich. Sie schlagen nach Konsultation des Generalsekretariats die Tagesordnung vor.

d'opérations d'intérêt commun et conformes à sa mission, qui lui seraient proposées par des organismes publics ou privés, apportant à cet effet le financement nécessaire.

(5)- Toutes les actions mises en œuvre pour la réalisation de ces objectifs font l'objet de mesures d'évaluation continue. Les actions menées doivent s'inscrire dans un développement à long terme.

- III -

LES ORGANES DE L'OFFICE

A - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 6

(1)- L'Office est administré par un Conseil d'administration composé de 14 membres :

a) les deux Ministres chargé(e)s de la jeunesse, ou leurs représentant(e)s, qui assurent sa présidence ;

b) 12 membres désigné(e)s à parité par chaque Gouvernement :

- 6 représentant(e)s des administrations publiques : 1 représentant(e) de chaque ministère chargé de la jeunesse, 1 représentant(e) de chaque ministère chargé des affaires étrangères, 1 représentant(e) de chaque ministère chargé du budget

- 2 représentant(e)s des collectivités territoriales

- 2 représentant(e)s du Bundestag allemand et de l'Assemblée Nationale

- 2 jeunes âgé(e)s de plus de 18 ans et de moins de 27 ans au moment de leur nomination.

(2) - Chacun des membres énumérés au b) est assisté d'un membre suppléant désigné dans les mêmes conditions, qui assiste aux séances du Conseil d'administration en cas d'empêchement du titulaire.

(3)- La durée des fonctions des membres titulaires et des membres suppléants est de trois ans. Lorsqu'un membre quitte les fonctions qui ont motivé sa nomination au Conseil d'administration, un(e) remplaçant(e) issu(e) du même secteur ou d'un secteur correspondant, peut être nommé(e) jusqu'à l'expiration du mandat. Les fonctions de membres du Conseil d'administration sont gratuites. Seuls peuvent être pris en charge les frais de déplacement et d'hébergement occasionnés par le mandat du conseil d'administration.

Article 7

(1) - Le Conseil d'administration siège alternativement en France et en Allemagne.

(2) - Le Conseil d'administration se réunit une fois par an et en outre lorsque ses deux Président(e)s l'estiment d'un commun accord nécessaire.

Le lieu et la date de chaque session sont fixés d'un commun accord par les deux Président(e)s. Ceux-ci proposent l'ordre du jour après consultation du Secrétariat général.

(3) - Zur Vorbereitung seiner Beschlüsse kann der Verwaltungsrat auch tagen, ohne dass die Vorsitzenden anwesend sind. In diesen Fällen wird der Vorsitz von den Vertretungen der für Jugendfragen zuständigen Ministerien wahrgenommen. Er kann zu dem gleichen Zweck auch Ausschüsse bilden.

Artikel 8

(1) - Der Verwaltungsrat hat die zur Erfüllung der Aufgaben des Jugendwerks erforderlichen Befugnisse.

Der Verwaltungsrat:

- legt die vorrangigen Maßnahmen des Jugendwerks fest;
- beschließt die Programme sowie ihre Veränderungen;
- beschließt den Haushaltsplan des Jugendwerks;
- erlässt die Richtlinien für eine sorgsame Verwaltung der Haushaltsmittel;
- erteilt nach Prüfung des Berichts der Rechnungsprüfer und einer etwaigen Stellungnahme des Generalsekretariats diesem Entlastung hinsichtlich der Ausführung des Haushaltsplans im vorangehenden Haushaltsjahr;
- billigt den Jahresbericht des Generalsekretariats.

(2) - Der Verwaltungsrat gibt sich eine Geschäftsordnung.

Artikel 9

(1) - Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens 8 Mitglieder anwesend sind. Ist der Verwaltungsrat nicht beschlussfähig, so berufen die beiden Vorsitzenden innerhalb von dreißig Tagen eine weitere Sitzung ein. Auf dieser Sitzung ist der Verwaltungsrat mit den anwesenden Mitgliedern beschlussfähig.

(2) - Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst.

(3) - Außerhalb der Sitzungen und im Dringlichkeitsfall können die Vorsitzenden ein schriftliches oder elektronisches Beschlussverfahren einleiten, wobei die Gültigkeit dieser Beschlüsse derselben Mehrheitsregel unterliegt. Bei der Feststellung der Beschlussfähigkeit und Mehrheit werden nur die im schriftlichen Verfahren fristgerecht abgegebenen Stimmen berücksichtigt.

B. BEIRAT

Artikel 10

(1) Der Verwaltungsrat wird von einem Beirat unterstützt, der sich aus 24 Mitgliedern zusammensetzt. Außer den beiden Vertretungen der Jugendministerien, die von Amts wegen Mitglied sind, werden 22 Mitglieder (darunter 4 Jugendliche unter 27 Jahren) nach Staatsangehörigkeit paritätisch von den beiden Regierungen ernannt; sie müssen folgenden Bereichen zugehören:

- Zivilgesellschaft
- Bildung, Universität
- Kultur
- Wirtschaft
- deutsch-französische Institutionen.

(3) - Pour la préparation de ses décisions, le Conseil d'administration peut également siéger en dehors de la présence des Président(e)s. Dans ce cas, la Présidence est assurée par les représentant(e)s des ministères chargés de la jeunesse. De même, il peut à cette fin former des commissions de travail.

Article 8

(1) - Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des missions de l'Office.

Le Conseil :

- définit les actions prioritaires de l'Office
- adopte les programmes ainsi que leurs modifications
- adopte le budget de l'Office
- élabore les règles assurant une bonne gestion des crédits
- donne, après examen du rapport des commissaires aux comptes et des observations éventuelles du Secrétariat général, quitus à ce dernier de sa gestion pour l'exercice précédent
- approuve le rapport annuel du Secrétariat général.

(2) - Le Conseil d'administration adopte un règlement intérieur.

Article 9

(1) - Le quorum requis pour la validité des délibérations du Conseil d'administration est de 8 membres. Si le quorum n'est pas atteint, les deux Président(e)s convoquent une nouvelle réunion dans les trente jours. Lors de cette réunion, le Conseil d'administration délibère quel que soit le nombre de membres présents.

(2) - Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents.

(3) - Hors session et en cas d'urgence, les Président(e)s peuvent recourir à une procédure de vote écrite ou électronique, la validité de la décision étant soumise à la même règle de majorité. Afin de déterminer le quorum et la majorité, seuls les votes envoyés par écrit et dans les délais sont pris en compte.

B - LE CONSEIL D'ORIENTATION

Article 10

(1) - Le Conseil d'administration est assisté d'un Conseil d'orientation composé de 24 membres. Outre les deux représentant(e)s des Ministres chargé(e)s de la jeunesse, membres de droit, 22 membres (dont 4 jeunes de moins de 27 ans) sont désignés à parité de nationalité par les deux Gouvernements ; ils doivent appartenir aux secteurs suivants :

- la société civile,
- l'éducation et l'université,
- la culture,
- l'économie,
- les institutions franco-allemandes.

(2) - Die Mitglieder des Beirats werden jeweils von einem unter denselben Bedingungen ernannten stellvertretenden Mitglied unterstützt, das bei Verhinderung des Mitglieds an den Sitzungen des Beirats teilnimmt.

(3) - Die Amtszeit der Mitglieder und der stellvertretenden Mitglieder beträgt drei Jahre. Scheidet ein Mitglied aus der Funktion, kraft deren es in den Beirat berufen wurde, aus, so kann aus dem gleichen oder einem entsprechenden Bereich bis zum Ende der Amtszeit ein Ersatzmitglied ernannt werden. Die Mitglieder des Beirats üben ihre Tätigkeit ehrenamtlich aus. Nur die durch die Aufträge des Beirats entstandenen Reise- und Unterkunftskosten können erstattet werden.

(4) - Der Beirat wählt für die Dauer seines Mandats zwei Vorsitzende. Sie müssen unterschiedlicher Staatsangehörigkeit sein.

(5) - Zwei Mitglieder der Personalvertretung des Jugendwerks können als Beobachter an den Sitzungen des Beirats teilnehmen.

Artikel 11

(1) - Der Beirat tagt einmal im Jahr abwechselnd in Deutschland und Frankreich.

(2) - Ort, Zeit und Tagesordnung der Sitzungen bestimmen die Vorsitzenden und die beiden Vertretungen der für Jugendfragen zuständigen Ministerien einvernehmlich nach Konsultation des Generalsekretariats.

Artikel 12

(1) - Der Beirat erarbeitet Stellungnahmen und Empfehlungen hinsichtlich der Zielsetzungen und der Programme des Jugendwerks und lässt sie dem Verwaltungsrat zukommen.

(2) - Er kann vom Verwaltungsrat mit jeder sonstigen Frage im Zusammenhang mit dem Jugendwerk befasst werden.

(3) - Der Beirat gibt sich eine Geschäftsordnung.

C. GENERALSEKRETARIAT

Artikel 13

(1) - Das Generalsekretariat besteht aus zwei Generalsekretärinnen beziehungsweise Generalsekretären; sie müssen Staatsangehörige eines der beiden Staaten und unterschiedlicher Staatsangehörigkeit sein. Beide werden einvernehmlich durch die beiden Regierungen ernannt und erhalten einen Arbeitsvertrag.

(2) - Die Dauer ihrer Amtszeit beträgt jeweils sechs Jahre, kann einmalig verlängert werden und beginnt zeitversetzt um drei Jahre. Scheidet ein Mitglied des Generalsekretariats vorzeitig aus dem Amt, so folgt ihm für die verbleibende Amtszeit eine Person derselben Staatsangehörigkeit nach.

(2) - Chaque membre du Conseil d'orientation est assisté d'un membre suppléant, désigné dans les mêmes conditions, qui assiste aux séances du Conseil d'orientation en cas d'empêchement du membre titulaire.

(3) - La durée des fonctions des membres titulaires et des membres suppléants est de trois ans. Lorsqu'un des membres quitte les fonctions qui ont motivé sa nomination au Conseil d'orientation, un(e) remplaçant(e) issu(e) du même secteur peut être nommé(e) jusqu'à l'expiration de son mandat. Les fonctions des membres du Conseil d'orientation sont gratuites. Seuls peuvent être pris en charge les frais de déplacement et d'hébergement occasionnés par le mandat du conseil d'orientation.

(4) - Le Conseil d'orientation élit deux Président(e)s pour la durée de son mandat. Ils doivent être de nationalités différentes.

(5) - Deux membres de la représentation du personnel de l'Office peuvent assister en tant qu'observateurs aux réunions du conseil d'orientation.

Article 11

(1) - Le Conseil d'orientation siège une fois par an, alternativement en France et en Allemagne.

(2) - Le lieu, la date et l'ordre du jour de chaque session sont fixés d'un commun accord par les deux Président(e)s et par les deux représentant(e)s des Ministres chargé(e)s de la jeunesse, après consultation du Secrétariat général.

Article 12

(1) - Le Conseil d'orientation élabore des avis et recommandations concernant les orientations et les programmes de l'Office, qu'il transmet au Conseil d'administration.

(2) - Il peut être saisi par le Conseil d'administration de toute autre question touchant à l'Office.

(3) - Le Conseil d'orientation adopte un règlement intérieur.

C - LE SECRETARIAT GENERAL

Article 13

(1) - Le Secrétariat Général se compose de deux Secrétaires généraux ou générales qui doivent avoir la nationalité d'un des deux pays et être de nationalité différente. Ils sont nommés tous deux par accord des deux Gouvernements et signent un contrat de travail.

(2) - La durée de leur mandat est de six ans, renouvelable une fois et débute respectivement décalé de trois ans. Si l'un des deux membres du Secrétariat général quitte ses fonctions avant la fin de son mandat, une personne de la même nationalité lui succède pour le reste du mandat.

Artikel 14

(1) - Das Generalsekretariat ist das ausführende Organ des Verwaltungsrats und mit der Verwaltung des Jugendwerks beauftragt.

(2) - Grundsätzlich vertreten und verwalten beide Generalsekretäre beziehungsweise Generalsekretärinnen das Jugendwerk bei sämtlichen Anlässen gemeinsam. Falls eine Entscheidung nicht einvernehmlich getroffen werden kann, so obliegt sie dem Mitglied des Generalsekretariats, dessen Amtszeit als nächstes endet. In diesem Falle müssen die Vorsitzenden des Verwaltungsrats zeitnah davon unterrichtet werden. Bei Verhinderung eines Mitglieds des Generalsekretariats übernimmt das andere die gesamten Befugnisse des Generalsekretariats.

(3) - Bei jedem Amtswechsel nimmt das Generalsekretariat in schriftlicher Form eine Aufteilung der Aufgaben vor und unterrichtet den Verwaltungsrat binnen sechs Monaten davon.

(4) - Das Generalsekretariat legt die Haushaltsentwürfe vor, bereitet die Sitzungen des Verwaltungsrats vor, erstattet ihm Bericht, sorgt für die Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats und wacht über eine sorgsame Haushaltsführung.

(5) - Das Generalsekretariat bereitet die Sitzungen des Beirats vor.

(6) - Das Generalsekretariat nimmt beratend an den Sitzungen des Verwaltungsrats und des Beirats teil.

(7) - Das Generalsekretariat stellt das Personal des Jugendwerks ein und sorgt dabei für eine ausgewogene Verteilung der Staatsangehörigkeiten. Es leitet das Personal.

- IV - PERSONAL

Artikel 15

(1) - Die Beschäftigungsbedingungen sowie die Rechte und Pflichten der Bediensteten werden von den beiden Regierungen in einem Personalstatut festgelegt.

(2) - Das Personal des Jugendwerks setzt sich aus Bediensteten zusammen, die grundsätzlich im Rahmen eines befristeten Vertragsverhältnisses eingestellt werden.

- V - KONTROLLE UND EVALUIERUNG

Artikel 16

(1) Die beiden Regierungen bestellen je einen Rechnungsprüfer beziehungsweise eine Rechnungsprüferin mit deutscher beziehungsweise französischer Staatsangehörigkeit, die gemeinsam im Rahmen der Vorschriften des Jugendwerks jährlich die Verwendung seiner Mittel prüfen.

Article 14

(1) - Le Secrétariat Général est l'organe d'exécution du Conseil d'administration, il est chargé de la gestion de l'Office.

(2) - Par principe, les deux Secrétaires généraux ou générales représentent et gèrent l'Office de manière conjointe en toutes circonstances. Au cas où une décision ne peut être trouvée d'un commun accord, elle appartient au membre du Secrétariat général dont le mandat finit en premier. Dans ce cas, les Président(e)s du Conseil d'administration doivent en être informé(e)s rapidement. En cas d'empêchement de l'un des membres du Secrétariat général, l'autre assure la totalité des prérogatives du Secrétariat général.

(3) - A chaque changement de fonction, le Secrétariat général définit une répartition par écrit des tâches et en informe le Conseil d'administration dans les six mois.

(4) - Le Secrétariat général présente le projet de budget, prépare les sessions du Conseil d'administration, lui présente tous rapports, pourvoit à l'exécution des décisions du Conseil d'administration et veille à la bonne gestion du budget.

(5) - Le Secrétariat général prépare les sessions du Conseil d'orientation.

(6) - Le Secrétariat général assiste aux séances du Conseil d'administration et du Conseil d'orientation de manière consultative.

(7) - Le Secrétariat général embauche le personnel de l'Office, en veillant au respect de la répartition équilibrée entre les deux nationalités. Il dirige le personnel.

- IV - LE PERSONNEL DE L'OFAJ

Article 15

(1) - Les conditions d'emploi ainsi que les droits et devoirs du personnel sont définis dans un statut du personnel par les deux Gouvernements.

(2) - Le personnel de l'Office est composé d'agents recrutés par principe dans le cadre d'un contrat à durée déterminée.

- V - CONTROLE ET EVALUATION

Article 16

(1) - Les deux Gouvernements désignent chacun un ou une commissaire aux comptes de chaque nationalité, chargé(e) dans le cadre des règles propres à l'Office de contrôler avec son homologue chaque année l'utilisation des crédits.

(2) Der jährliche Rechnungsprüfungsbericht ist den beiden Regierungen mit der Stellungnahme des Generalsekretariats unverzüglich zuzuleiten.

Artikel 17

Die Tätigkeiten des Jugendwerks werden regelmäßig evaluiert. Hierzu werden angemessene Maßnahmen und Instrumente eingesetzt.

- VI -

SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 18

(1) - Jede Vertragspartei notifiziert der anderen den Abschluss der bei ihr erforderlichen innerstaatlichen Verfahren für das Inkrafttreten dieses Abkommens; dieses tritt am Tag des Eingangs der zweiten Notifikation in Kraft.

(2) - Die bisherigen Regelungen, internen Vereinbarungen und Beschlüsse behalten insoweit ihre Gültigkeit, als ihre Inhalte mit diesem Abkommen vereinbar sind und sie nicht nach seinem Inkrafttreten durch Neuregelungen aufgehoben werden. Sofern eine nicht aufgehobene Regelung ganz oder teilweise unvereinbar ist, tritt an ihre Stelle eine Regelung, die mit dem Abkommen im Einklang steht und der ungültigen Regelung möglichst nahe kommt.

(3) - Es obliegt den beiden Ministern beziehungsweise Ministerinnen, die Ko-Vorsitzende des Verwaltungsrats sind, die bis zum Inkrafttreten nach Absatz 1 erforderlich werdenden Durchführungsmaßnahmen zu treffen.

Geschehen zu Paris am 26. April 2005 in zwei Urschriften, jede in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

Joschka Fischer

Der Bundesminister des Auswärtigen

Renate Schmidt

Die Bundesministerin für Familie, Senioren,
Frauen und Jugend

Peter Müller

Der Bevollmächtigte der Bundesrepublik Deutschland
für kulturelle Angelegenheiten im Rahmen des Vertrages
über die deutsch-französische Zusammenarbeit

Für die Regierung der Französischen Republik

Michel Barnier

Der Minister für auswärtige Angelegenheiten

Jean-François Lamour

Der Minister für Jugend, Sport und Vereinswesen

(2) - Le rapport annuel des commissaires aux comptes doit immédiatement être soumis aux deux gouvernements revêtu des observations du Secrétariat général.

Article 17

Les activités de l'Office sont évaluées régulièrement. Des mesures et instruments appropriés sont utilisés à cette fin.

- VI -

DISPOSITIONS FINALES

Article 18

(1) - Chacune des parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord qui prendra effet le jour de réception de la seconde notification.

(2) - Les règlements, accords internes et décisions actuels restent valables si leur contenu est compatible avec le présent Accord et s'ils ne sont pas abrogés après son entrée en vigueur par de nouveaux règlements. Si un règlement non abrogé est entièrement ou en partie incompatible, il est remplacé par un règlement conforme à l'Accord et se rapprochant le plus du règlement caduc.

(3) - Il appartient aux deux Ministres co-président(e)s du Conseil d'Administration de prendre les mesures d'application qui s'avèreront nécessaires d'ici à l'entrée en vigueur prévue au paragraphe (1) du présent article.

Fait à Paris le 26 avril 2005, en double exemplaire en langue française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française

Michel BARNIER

Ministre des Affaires Etrangères

Jean-François LAMOUR

Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Joschka FISCHER

Ministre des Affaires Etrangères

Renate SCHMIDT

Ministre fédérale de la Famille, des Personnes âgées,
des Femmes et de la Jeunesse

Peter MÜLLER

Plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne
pour les Affaires Culturelles dans le cadre du Traité
sur la coopération franco-allemande

Fragen / Antworten

Warum überhaupt eine Reform? Funktionierte das DFJW nicht gut?

Anlässlich des vierzigsten Jahrestages des Elyséevertrags und der Gründung des DFJW im Jahr 1963 haben sowohl die beiden Jugendminister als auch die Präsidien von Bundestag und Assemblée Nationale die Arbeit des DFJW gewürdigt und beschlossen, sie zu evaluieren. Beide kamen in ihren Abschlussberichten zu dem Schluss, das DFJW habe in den über 40 Jahren seit seiner Gründung gute und wichtige Arbeit geleistet; gleichzeitig machten sie Vorschläge, wie die Arbeit und Strukturen des DFJW optimiert werden könnten. Basierend auf den Vorschlägen dieser beiden Expertisen setzten die deutsche und französische Regierung eine gemeinsame Arbeitsgruppe ein, die manche Vorschläge übernahm, andere verwarf.

War das DFJW selbst an der Regierungsarbeitsgruppe beteiligt?

Die Regierungsarbeitsgruppe hörte zu den einzelnen, in beiden Berichten geäußerten Kritikpunkten Experten an; dazu gehörte auch die Personalvertretung des Jugendwerks. Das Kuratorium des DFJW beschäftigte sich bei seiner letzten Sitzung mit den Vorschlägen der Regierungsarbeitsgruppe, die beiden Generalsekretäre des DFJW nahmen mit beratender Stimme an den Sitzungen teil. Manche ihrer Vorschläge wurden von der Regierungsarbeitsgruppe geteilt (wie zum Beispiel die zukünftig gleichberechtigte Stellung der Generalsekretäre), andere nicht (so hätten wir beispielsweise gerne in Zukunft als Ausdruck des engen deutsch-französischen Verhältnisses bei den Kuratoriumssitzungen auf eine Verdolmetschung verzichtet...).

Wann findet die erste Sitzung des Verwaltungsrates statt? Wann die erste des Beirates?

Das Abkommen wurde am 26. April 2005 von den Jugendministern, Renate Schmidt und Jean-François Lamour, den beiden Außenministern, Joschka Fischer und Michel Barnier und dem Bevollmächtigten für kulturelle Angelegenheiten im Rahmen des Vertrages über die deutsch-französische Zusammenarbeit, Peter Müller, unterzeichnet. Es soll im Juli in Kraft treten. Verwaltungsrat und Beirat sollen unmittelbar danach zu einer ersten konstituierenden Sitzung zusammentreten; der Verwaltungsrat hat darüber hinaus über einige wichtige Punkte zu entscheiden, die aus der letzten Kuratoriumssitzung offengeblieben sind.

Wer wird im Verwaltungsrat sitzen?

Das neue Entscheidungsgremium wird mit jeweils sechs Mitgliedern (also insgesamt zwölf) plus die beiden Vorsitzenden erheblich kleiner sein als das bisherige Kuratorium: Es werden dort drei Mitglieder der Regierung vertreten sein (Jugendministerium, Außenministerium und Finanzministerium), ein Vertreter der ‚Gebietskörperschaften‘, wie es amtsdeutsch heißt (das werden auf deutscher Seite die Länder sein, auf französischer Seite kann es ein Vertreter der Regionen, der Départements oder der Kommunen sein), ein Abgeordneter (aus Bundestag und Assemblée Nationale) und ein Jugendlicher. Vorsitzende des Verwaltungsrates werden die beiden zuständigen Minister sein, Renate Schmidt und Jean-François Lamour.

Questions / Réponses

Pourquoi l'OFAJ fait-il l'objet d'une réforme ? Ne fonctionnait-il plus de manière satisfaisante ?

A l'occasion du quarantième anniversaire du Traité de l'Elysée et de la création de l'OFAJ en 1963, les deux Ministres en charge de la Jeunesse ainsi que les deux bureaux des parlements français et allemand, l'Assemblée Nationale et le Bundestag, ont rendu hommage au travail de l'OFAJ et décidé de l'évaluer. Ils ont tous deux conclu que le travail accompli par l'OFAJ depuis sa création était efficace et important. Ils firent aussi des propositions ayant pour but une amélioration du travail et des structures de l'OFAJ. En s'appuyant sur ces deux expertises, les gouvernements français et allemand ont constitué un groupe de travail commun qui a retenu certaines des propositions contenues dans les deux rapports.

L'OFAJ a-t-il été associé au groupe de travail mis en place par les gouvernements ?

Le groupe de travail mis en place par les gouvernements a pris l'avis d'experts à propos des critiques soulevées dans les deux rapports : ils ont entendu les représentants du personnel de l'OFAJ, le Conseil d'Administration a, lors de sa dernière session, débattu des propositions du groupe de travail. Les deux Secrétaires Généraux de l'OFAJ ont aussi participé avec voix consultative aux sessions du groupe de travail. Certaines des propositions ont été retenues (comme par exemple

la direction bicéphale de l'Office, les deux Secrétaires Généraux ayant une responsabilité partagée), d'autres ont été écartées (nous aurions souhaité que les sessions du Conseil d'Administration et du Conseil d'Orientation aient lieu sans interprétariat, ce qui aurait constitué une preuve tangible de l'interpénétration du travail franco-allemand...).

Quand la première session du Conseil d'Administration aura-t-elle lieu ? Et celle du Conseil d'Orientation ?

L'Accord a été signé le 26 avril 2005 par les deux Ministres en charge des questions de jeunesse, Jean-François Lamour et Renate Schmidt, les deux Ministres des Affaires Etrangères, Michel Barnier et Joschka Fischer ainsi que par Peter Müller, Plénipotentiaire en charge des Affaires Culturelles franco-allemandes. Il doit entrer en vigueur en juillet. Le Conseil d'Administration tout comme le Conseil d'Orientation se réuniront rapidement pour une session constitutive. Le Conseil d'Administration devra de plus décider des questions restées en suspens lors de la dernière session du Conseil d'Administration.

Qui siègera au nouveau Conseil d'Administration ?

Le nouveau Conseil d'Administration comptera 6 membres des deux pays et deux présidents. Comptant désormais 14 membres, il est donc beaucoup plus restreint que le Conseil d'Administration précédent. Y siègeront trois représentants des gouvernements (Ministère de la Jeunesse, Ministère des Affaires Etrangères et Ministère des Finances), un représentant des collectivités territoriales (du côté allemand, il s'agira d'un représentant des Länder, du côté français un représentant des Conseils Régionaux, Généraux ou des Communes), un député et une représentant de la jeunesse. Les présidents de ce Conseil d'Administration sont les deux Ministres en charge des questions de jeunesse, Jean-François Lamour et Renate Schmidt.



5 juillet 1963 : Signature de l'Accord portant création de l'OFAJ
5. Juli 1963 : Unterzeichnung des Abkommens über die Gründung des DFJW

Und wer im Beirat?

Im Beirat werden 24 Mitglieder das Deutsch-Französische Jugendwerk fachlich-inhaltlich beraten und Vorschläge für die Schwerpunkte der Arbeit des DFJW und seine Programme vorlegen. Dazu soll ein möglichst breites Spektrum von Bereichen abgedeckt werden, in denen das DFJW tätig wird: Vertreter aus dem, was gemeinhin die ‚Zivilgesellschaft‘ genannt wird, sollen dem DFJW dort mit Rat und Tat zur Seite stehen, aus Wissenschaft und Universität, dem Sport, der Kultur, der Wirtschaft und Vertreter deutsch-französischer Institutionen. Auch die beiden Vertreter der Jugendministerien werden im Beirat präsent sein.

Wird die Zivilgesellschaft damit nicht zukünftig aus der Arbeit des DFJW ausgeschlossen?

Nein. Eines ist klar: Das ganz überwiegend subsidiär arbeitende Jugendwerk könnte ohne seine Partner nicht die erfolgreiche Arbeit leisten, die seit 1963 dazu geführt hat, dass mehr als sieben Millionen Jugendlicher zwischen beiden Ländern ausgetauscht wurden. Wir sind auf die inhaltliche Beratung und den ständigen Dialog mit den Partnern vor Ort angewiesen und pflegen ihn. Das Gewicht des Beirates ergibt sich aber keineswegs aus etwaigen Haushaltsbefugnissen, sondern aus seiner exzellenten Besetzung und einer engen Verbindung von Beirat und Verwaltungsrat sowohl auf personeller als auch auf struktureller Ebene.

Und wie wird diese Verbindung aussehen? Das Abkommen sagt darüber wenig aus.

Die Verbindung von Beirat und Verwaltungsrat wird in der Tat nicht im Abkommen, sondern in der Geschäftsordnung geregelt, die Verwaltungsrat und Beirat sich bei ihrer ersten Sitzung geben werden. Gleichwohl gibt es aber bereits Überlegungen auf Seiten der beiden Regierungen, wie diese Verbindung aussehen wird - etwa in einem Beschlussvorschlagsrecht des Beirates, in der Teilnahme der Vorsitzenden des Beirates (die der Beirat selbst wählt) an den Sitzungen des Verwaltungsrates, in der Möglichkeit des Beirates, den Verwaltungsrat zu zwingen, sich auch zwischen zwei Sitzungen mit dringenden Themen zu beschäftigen etc.

Verliert das DFJW mit dem neuen Abkommen nicht seine Unabhängigkeit?

Nein. Das DFJW wird weiterhin „in Geschäftsführung und Verwaltung autonom“ sein, wie es in Artikel 3 (1) heißt - genauso, wie es das alte Abkommen festschrieb. Auch an der Unabhängigkeit der Generalsekretäre wird sich nichts ändern: In ihrem Arbeitsvertrag wird weiterhin darauf hingewiesen, dass sie keinerlei Weisung von einer der beiden Regierungen entgegennehmen dürfen.

Wir wollen außerdem mit der Einwerbung von Drittmitteln und Sponsorengeldern auch die finanzielle Basis - und damit Unabhängigkeit - des DFJW vergrößern, wohl wissend, dass dies in den gegenwärtigen wirtschaftlichen Zeiten nicht ganz einfach ist. Aber ein Anfang ist hier bereits gemacht: Für unser Voltaire-Programm oder auch für die Kulturrallye Paris-Berlin (die in diesem symbolträchtigen Jahr auf Paris-Berlin-Warschau ausgedehnt wurde) wurden etwa im vergangenen Jahr 88.000 Euro eingeworben.

Was ändert sich für mich in der Zusammenarbeit mit dem DFJW, wenn ich eine deutsch-französische Begegnung durchführen will?

Nichts.

Et qui siègera dans le Conseil d'Orientation ?

Au sein du Conseil d'Orientation siégeront 24 membres qui conseilleront l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse sur les questions de contenus et de programmes. Ils seront force de proposition pour les grandes lignes de la politique de l'Office. Afin qu'il puisse remplir son rôle, ses membres doivent être issus de nombreux domaines dans lesquels intervient l'OFAJ : des représentants de ce qu'il est coutume d'appeler « la société civile » assisteront ainsi l'OFAJ dans sa stratégie et son travail quotidien, qu'ils viennent du monde universitaire et scientifique, sportif, culturel, économique, ou qu'ils soient des représentants des institutions franco-allemandes. Les deux représentants des Ministères de la Jeunesse seront présents dans le Conseil d'Orientation.

La « société civile » ne se sera-t-elle pas ainsi exclue du travail de l'OFAJ ?

Non, ce ne sera pas le cas. Il faut se souvenir que l'OFAJ qui travaille principalement selon le principe de la subsidiarité, c'est-à-dire en chargeant ses partenaires de la mise en place des programmes, ne pourrait en aucun cas poursuivre sans eux le travail efficace entrepris depuis 1963 et qui a conduit à la rencontre de plus de 7 millions de jeunes. Nous avons besoin des conseils portant sur les contenus des partenaires qui se trouvent eux au contact direct des jeunes, le dialogue entrepris est indispensable et se poursuivra. Le poids que jouera le Conseil d'Orientation ne sera pas dépendant de prérogatives qui lui seraient dévolues, par exemple dans le domaine budgétaire, il dépendra de la qualité des membres qui le composeront et des liens étroits qui existeront entre le Conseil d'Orientation et le Conseil d'Administration, sur le plan personnel comme sur le plan structurel.



Quel sera ce lien qui reliera les deux Conseils ? Le texte de l'Accord n'en parle-t-il pas ?

Le lien entre les deux Conseils n'est en effet pas évoqué dans l'Accord. Il sera spécifié dans le Règlement Intérieur que se donneront le Conseil d'Administration et le Conseil d'Orientation lors de leur session constitutive. Les deux gouvernements ont déjà réfléchi à la nature de la coopération entre les deux Conseils : il pourrait s'agir d'un droit de proposition du Conseil d'Orientation, de la participation des présidents du Conseil d'Orientation (issus des rangs des membres du Conseil d'Orientation) aux sessions du Conseil d'Administration ou de la capacité du Conseil d'Orientation de contraindre le Conseil d'Administration de se saisir de questions urgentes en dehors des sessions ordinaires...

L'OFAJ ne perd-il pas son autonomie avec ce nouvel Accord ?

Non. L'OFAJ jouit « de l'autonomie de gestion et d'administration » comme cela est prévu dans l'article 3 §1. Il n'y a donc aucun changement par rapport à l'Accord précédent. L'indépendance des Secrétaires Généraux est elle aussi préservée : leur contrat de travail précisera à nouveau qu'ils ne doivent recevoir aucun ordre de la part des gouvernements.

Nous souhaitons de plus élargir les ressources de l'Office en ayant un recours systématique aux fonds de concours et au sponsoring, ce qui permettra d'élargir l'indépendance de l'Office tout en sachant qu'une telle politique est difficile dans les circonstances actuelles. Mais nous avons déjà montré que nous pouvions le faire : nous avons su trouver

Bleibt der Status einer internationalen Organisation erhalten?

Ja. Auch hier ändert sich nichts im Vergleich zum alten Abkommen: Das Jugendwerk wird weiterhin über den Status einer internationalen Organisation verfügen.

Verändert sich die Rolle der Generalsekretäre?

Ja. Gab es bislang einen Generalsekretär und einen stellvertretenden Generalsekretär, die alle fünf Jahre zwischen Deutschland und Frankreich wechselten, so wird es in Zukunft zwei gleichberechtigte und nach dem Kollegialitätsprinzip arbeitende Generalsekretäre geben - ein starkes politisches Symbol, unterstreicht es doch die erfolgreiche Zusammenarbeit und gemeinsame Verantwortung eines deutsch-französischen Tandems.

Stimmt es, dass in Zukunft nur die Generalsekretäre den Beirat einberufen können?

Nein. Der Beirat wird einmal pro Jahr tagen, abwechselnd in Deutschland und in Frankreich. Ort, Zeitpunkt und Tagesordnung werden von den beiden Vorsitzenden und den beiden Vertretern der Jugendministerien im gegenseitigen Einvernehmen nach Konsultation der Generalsekretäre festgelegt.

Wie wird künftig das Verfahren zur Erarbeitung des Haushalts aussehen?

Die Generalsekretäre werden dem Beirat den Entwurf eines Arbeitsprogramms vorlegen, aus dem im gemeinsamen Gespräch das Arbeitsprogramm hervorgeht. Sie setzen diese inhaltlichen Empfehlungen anschließend in einen Haushaltsentwurf um, der dem Verwaltungsrat unterbreitet und von ihm beschlossen wird.

Ist die Reform des DFJW mit der Unterzeichnung des neuen Abkommens abgeschlossen?

Nein, auch das Personalstatut und das Finanzstatut des Hauses werden den veränderten Rahmenbedingungen angepasst. Gleichzeitig soll ein Personalentwicklungskonzept erarbeitet werden, das es den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Hauses ermöglicht, ihre Karriere im Deutsch-Französischen Jugendwerk zu planen und einen Austausch mit anderen Jugendaustauschorganisationen, Stiftungen, Ministerien etc. festschreibt - auch das ein Beitrag zur Steigerung der Effizienz und Qualifizierung der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter.

l'année dernière 88.000 euros pour mener à bien le rallye culturel Paris-Berlin (qui va cette année de manière hautement symbolique jusqu'à Varsovie) ou pour accompagner le programme Voltaire.

Qu'est-ce qui change pour moi si je veux monter un échange franco-allemand ?

Rien.

L'OFAJ conserve-t-il son statut d'organisation internationale ?

Oui. Là non plus, il n'y a aucun changement par rapport à l'Accord précédent. L'OFAJ disposera comme par le passé d'un statut d'organisation internationale.

Le rôle des Secrétaires Généraux change-t-il ?

Oui. Alors qu'il y avait jusqu'à maintenant un Secrétaire Général et un Secrétaire Général Adjoint dont la nationalité alternait tous les cinq ans, il y aura à l'avenir deux Secrétaires Généraux aux responsabilités communes et qui travailleront selon le principe de collégialité. Il s'agit

ici d'un symbole politique fort qui souligne les succès de la coopération franco-allemande et la co-responsabilité d'un tandem franco-allemand.



Photo OFAJ/DFJW R. Velazco Davalos

De gauche à droite :

Max Claudet, Secrétaire Général de l'OFAJ

Renate Schmidt, Ministre fédérale de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse

Jean-François Lamour, Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Eva Sabine Kuntz, Secrétaire Générale Adjointe de l'OFAJ

Von links nach rechts :

Max Claudet, Generalsekretär des DFJW

Renate Schmidt, Bundesministerin für Familie, Senioren, Frauen und Jugend

Jean-François Lamour, Minister für Jugend, Sport und Vereinswesen

Dr. Eva Sabine Kuntz, Stellvertretende Generalsekretärin des DFJW

Est-il exact qu'à l'avenir les Secrétaires Généraux pourront convoquer le Conseil d'Orientation ?

Non. Le Conseil d'Orientation se réunira une fois l'an, alternativement en France et en Allemagne. Le lieu, la date et l'ordre du jour sont fixés d'un commun accord par les deux présidents et les deux représentants des Ministres chargés de la Jeunesse après consultation du Secrétariat Général.

Comment le budget de l'OFAJ sera-t-il à l'avenir conçu et décidé ?

Les Secrétaires Généraux feront des propositions au Conseil d'Orientation d'où sortira après discussions lors de la session du Conseil d'administration le

programme de travail. Ils traduiront ces recommandations dans le projet de budget qui sera proposé pour décision au Conseil d'administration.

La ratification de l'accord met-elle un point final à la réforme de l'OFAJ ?

Non, le statut financier et le statut du personnel doivent eux aussi être adaptés à un environnement nouveau. Sera proposé parallèlement un plan d'évolution de carrière qui permettra aux agents de l'OFAJ de planifier leur évolution professionnelle et qui prévoit une mobilité temporaire dans d'autres organisations de jeunesse, au sein de fondations, de ministères... ce qui contribue à augmenter encore le professionnalisme et la qualification des agents.

Editeur / Herausgeber :

Responsables de la publication / Verantwortlich : Max Claudet, Dr. Eva Sabine Kuntz

Graphisme / graphische Gestaltung : L.C Création - Paris • Impression : SIS Arcueil

© OFAJ / DFJW - 5/2005

Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ)

51, rue de l'Amiral-Mouchez, F-75013 Paris

Tél : 01 40 78 18 18 - Fax : 01 40 78 18 88

www.ofaj.org

Deutsch-Französisches Jugendwerk (DFJW)

Molkenmarkt 1 - D-10179 Berlin

Tel : 030/288 757 -0 - Fax 030/288 757 -88

www.dfwj.org